

UPGCS



*Union pour la Prévention et la
Gestion des Crises Sanitaires*

Partenariat Soignants/Patients pour une Médecine Humaine

A Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République
A Monsieur Edouard Philippe, 1^{er} Ministre
A Madame Agnès Buzyn, Ministre de la Santé et des Solidarités
A Madame Anne Bucher, Directrice Générale de la Santé et de la sécurité Alimentaire
A Monsieur Jérôme Salomon, Directeur Général de la Santé
A Monsieur Dominique Martin, Directeur Général de l'ANSM
A Madame Dominique Le Guludec, Présidente du collège de Gouvernance de l'HAS

Objet : demande d'audience sur des scandales sanitaires

Mesdames, Messieurs,

Le Grand débat prend fin et nous laisserons les Gilets jaunes en tirer leurs conclusions...
De notre côté, L'UPGCS, en partenariat avec l'Onsil et la Psy Unifiée, avait fait remonter les doléances des patients et des soignants. Des médecins, des chirurgiens, des pharmaciens s'étaient exprimés de leurs côtés afin que la Santé figure dans ce grand débat, et nous avons sollicité une entrevue à ce sujet...

Nous n'avons pas été écoutés et encore moins entendus... Ah si ! la vague promesse qu'il n'y aurait pas de fermetures d'hôpitaux sans accord des municipalités ! Mais comment faire fonctionner ceux-ci sans personnel ? Car c'est ce qui manque le plus dans ces mouiroirs que sont devenus nos établissements publics !

Chaque jour amène sa nouvelle alerte sanitaire, les médicaments sont en pénurie dans notre soi-disant grand pays, ceux disponibles sont parfois plus dangereux que les maladies qu'ils sont censés soignés, (5FU, Levothyrox, Adrigyl, Gardasil, implants Essure, implants mammaires, sartans, implant cardiaque, Tavi, etc etc...).

Des associations se créent pour aider les malades, les rassurer, les représenter auprès d'un Ministère qui refuse de les entendre, de les recevoir !

Nous tentons de faire le lien entre les Autorités Sanitaires et les patients pour éviter cette inexorable montée de la défiance, de sauver un reste de Démocratie !

Mais votre gouvernement est sourd ! Mais en Démocratie, le gouvernement n'est pas vôtre ! Il ne devrait être que celui des citoyens et devrait entendre leurs demandes. Les urnes sont un moyen de représentativité de ceux-ci et non un muselage ! Mais là, on ne parle plus de Démocratie, car vous restez sourds et muets à nos demandes... Vous ne prenez plus la peine d'accuser réception de nos courriers de sollicitation et de nous signifier que vous prenez acte de nos propositions !

UPGCS



Union pour la Prévention et la
Gestion des Crises Sanitaires

Partenariat Soignants/Patients pour une Médecine Humaine

Monsieur Macron nous a demandé de faire le point et de réfléchir à comment agir pour participer au relèvement de la France : c'est ce que nous faisons depuis des mois en alertant vos différents services sur les dysfonctionnements dans le secteur de la Santé et en proposant de participer activement aux réflexions et décisions prises.

Dans la crise sanitaire majeure du Levothyrox, depuis un an l'UPGCS tire la sonnette d'alarme sur ce médicament qui n'était pas substituable à l'ancienne formule. L'étude franco-anglaise publiée le jeudi 4 avril dans la revue Clinical Pharmacokinetics, valide nos hypothèses de travail. Les tests de bioéquivalence étaient faux ; la biodispersion et la biodisponibilité de la nouvelle formule du Levothyrox sont bien à l'origine des troubles majeurs et toujours d'actualité chez les malades thyroïdiens, même chez ceux qui sont passés aux alternatives mises en place !

Comprendre ce problème devait passer par un suivi dans des centres spécialisés avec des neurologues et des endocrinologues pour les cas les plus sévères.

C'est la demande de l'UPGCS depuis octobre 2018, maintes fois réitérée dans nos différents courriers !

Pour terminer avec ce scandale, le Ministère de la Santé et les laboratoires Merck se sont engagés à accompagner les malades jusqu'à fin 2019 en laissant à disposition dans les pharmacies françaises l'ancienne formule Euthyrox.

Or, à ce jour, beaucoup de régions sont déjà en pénurie depuis mars ! Et les médecins et endocrinologues le prescrivent actuellement en première intention !

Madame Buzyn n'assume donc ni son engagement d'accompagnement des patients ni son devoir d'information vers le secteur médical (cf rapport Kierzek et Léo).

Des scientifiques réputés (et indépendants des lobbies pharmaceutiques) travaillent actuellement sur les interactions des excipients dans la biodisponibilité des médicaments et notamment sur les effets délétères des perturbateurs endocriniens. Ils ont l'intelligence de le faire en collaboration avec des associations de patients qui leur rapportent les effets indésirables subis par les malades.

Comme l'UPGCS, ils s'insurgent de voir qu'une vitamine D prescrite au nourrisson dès sa naissance puisse contenir du BHT !

L'ANSM répond que la faible quantité ne peut avoir d'effets néfastes. Or, comme pour le Levothyrox, c'est considérer l'action du BHT seul face à l'organisme et non pas son interaction avec la molécule active du médicament !

Les bébés auxquels il est prescrit Adrigyl font des malaises les conduisant aux urgences, ils présentent des retards de croissance et de développement cognitif. Certains ont des troubles d'ordre autistique. Je vous renvoie aux travaux de Barbara Demeneix sur les effets délétères des perturbateurs endocriniens.

Le BHT a été déconseillé comme excipient dans les médicaments pour adultes par la communauté scientifique. D'où notre étonnement de le trouver dans les premières prescriptions chez nos bébés.

UPGCS



Union pour la Prévention et la
Gestion des Crises Sanitaires

Partenariat Soignants/Patients pour une Médecine Humaine

Principe de précaution à mettre en place en urgence ! protégeons ces petits êtres dont le système immunitaire immature a besoin de se mettre en place !

Pour information, il existe des alternatives non dangereuses en vitamine D, naturelles, biologiques, produites par de petits laboratoires et curieusement non remboursées !

Autre scandale toujours pour les bébés, la prescription d'IPP à long terme !

Chez l'adulte, l'usage des IPP (Inhibiteurs de la Pompe à Protons) est limité à 8 jours consécutifs. Afin de contrôler cette précaution, ceux qui étaient en accès libre, ont été retirés de la vente.

Or, chez les nourrissons, ils sont prescrits pour des périodes allant jusqu'à 24 voire 36 mois par les médecins et pédiatres !

C'est d'autant plus scandaleux que cela ne fait nullement suite à un réel diagnostic mais à un étiquetage RGO (reflux gastrique œsophagien) sans recherche réelle des causes de ces reflux : ni recherche de raisons physiologiques (malformations ou immaturité du système digestif) ni bactériennes... On est donc bien face à un étiquetage suivi de prescription et non à un diagnostic éclairé.

Il est notoire que les IPP peuvent entraîner des cancers de l'œsophage et de l'estomac en cas de prescription longue !

Il y a mise en danger de l'avenir de ces bébés !

La science évolue plus vite que nos organismes de contrôles sanitaires (enfin nous essaierons de croire que c'est la seule raison !)

Il est impératif d'entendre les associations, seul lien efficace avec les soignants et les patients !

Voilà des raisons pour réitérer notre demande d'entretien afin de participer à la refonte du système de Santé !

Comment demander plus d'énergie et de travail aux français si on laisse leur capital santé péricliter !

Vous voudrez bien trouver ci-joint les doléances des malades thyroïdiens. L'UPGCS se tient à votre disposition pour en débattre, comme des différents points abordés ci-dessus.

Avec l'expression de nos attentes et de notre gratitude à l'intérêt que vous voudrez bien nous accorder

Escoutpont le 26/04/2019

Pour l'UPGCS, la présidente Annie Notelet